

Flash ISP

Internationale des Services Publics www.world-psi.org novembre 2007



Équateur : arrestation de dirigeants syndicaux du corps judiciaire

L'affilié de l'ISP FENAJE (Fédération nationale des associations judiciaires d'Équateur) a introduit une plainte auprès du Comité de la liberté syndicale (CLS) de l'OIT. La plainte fait suite aux mesures de rétorsion prises par le gouvernement d'Équateur à l'encontre de dirigeants de FENAJE et de quatre autres employés judiciaires qui s'opposaient aux propositions du gouvernement visant à restructurer le service judiciaire.

Le syndicat craignait que les propositions ne mettent sérieusement à mal les conditions de travail du personnel judiciaire, menaçant notamment leur sécurité de l'emploi, et qu'elles ne compromettent l'indépendance du système judiciaire. Le syndicat avait entrepris plusieurs mesures différentes, notamment des actions judiciaires, dans l'objectif de suspendre le programme de restructuration.

Le gouvernement a réagi en s'assurant que les dirigeants de FENAJE et d'autres militants soient démis de leurs fonctions au sein du service judiciaire sans préavis. Des mandats d'arrêt ont également été lancés contre les dirigeants de FENAJE, sous prétexte qu'ils «ont envahi un bâtiment public». En réalité, la prétendue invasion était une action pacifique entreprise par FENAJE dans le but de faire la lumière sur le processus de réorganisation effectué plus tôt dans l'année. L'ISP s'est associée à la plainte déposée auprès du CLA et a lancé une action urgente pour demander que l'intimidation des dirigeants de FENAJE cesse et que les mandats d'arrêt soient retirés. Cliquez [ici](#) pour de plus amples informations.

Félicitations! L'Australie fait bon accueil au gouvernement travailliste



En Australie, les syndicats célèbrent la victoire historique du gouvernement travailliste lors des élections nationales du 24 novembre. Le membre australien du Conseil exécutif de l'ISP, David Carey, a déclaré : « Le "gouvernement de coalition" conservateur a été vaincu. L'un des enjeux majeurs de l'élection était sa propre législation anti-syndicale au titre orwellien " WorkChoices " ». Il a expliqué que la

législation prévoyait des réductions salariales et une dégradation des conditions et qu'elle ne permettait pas de formuler des plaintes. « Les électeurs australiens ont montré qu'ils croient en

une société équitable qui respecte les droits des travailleurs en tant que droits individuels et en tant que droits d'adhérer à un syndicat », a-t-il souligné. « L'Australie a l'occasion de faire en sorte de retrouver sa position au sein de la communauté des nations en tant que société démocratique, équitable, éthique et humaine ». Il a également remercié les affiliés de l'ISP pour leur soutien et leur encouragement.

La Présidente de l'ACTU, Sharan Burrow, a déclaré : « Le peuple australien a totalement rejeté la campagne anti-syndicale féroce menée par le Parti libéral et le Parti national avant l'élection... les Australiens ont affirmé qu'ils tiennent à la protection et au respect de leurs droits ».

Au nom de tous ses affiliés, l'ISP félicite le peuple australien, et en particulier les travailleurs/euses qui ont mené une campagne acharnée et ont finalement obtenu le résultat espéré.



Campagne « un travail décent pour une vie décente »

L'essor économique mondial n'améliore pas la vie de la majorité de la population mondiale. Le chômage massif dans le monde, le manque de protection sociale et la violation des droits syndicaux sont le lot quotidien d'un trop grand nombre de personnes. La moitié des travailleurs/euses dans le monde gagnent moins de \$US 2 par jour. 12,3 millions de femmes et d'hommes travaillent dans des conditions d'esclavage. 200 millions d'enfants de moins de 15 ans travaillent au lieu d'aller à l'école.

Dans le cadre de la campagne «un travail décent pour une vie décente», la CSI, de concert avec Solidar, le Forum progressiste mondial, Social Alert International et la Confédération européenne des syndicats, a lancé un appel à l'action aux décideurs du monde entier. La campagne a été lancée le 31 octobre, à l'occasion d'une conférence d'un jour à Lisbonne précédant le Forum international de l'OIT sur le travail décent au service d'une mondialisation équitable. Le Directeur général de l'OIT, Juan Somavia, a été le premier signataire de l'appel à l'action et a demandé la création d'un mouvement international en faveur du travail décent. « Le travail décent est indispensable pour éliminer la pauvreté et l'ISP est convaincue que les services publics de qualité sont indispensables pour réaliser le travail décent », a déclaré Svend Robinson, Responsable de la promotion des services publics à l'ISP. « L'appel à l'action comprend sept points sur lesquels il faut agir : travail décent, droits, protection sociale, commerce, dette, assistance et migration, mais le rôle que jouent les services publics en matière de développement durable pourrait être renforcé », a ajouté Hans Engelbert, le Secrétaire général de l'ISP. Pour de plus amples informations et pour signer l'appel à l'action, consultez www.decentwork.org.



16 jours d'action pour éliminer la violence contre les femmes

L'ISP exhorte tous ses affiliés à participer aux 16 jours d'action pour éliminer la violence contre les femmes afin de dire NON à la violence contre les femmes. Il s'agit d'une campagne mondiale visant à attirer l'attention sur la violence de genre et à l'éliminer. La campagne a lieu du 25 novembre au 10 décembre. Le 25 novembre est la Journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes et le 10 décembre est la Journée internationale des droits humains. Ces dates établissent un lien symbolique entre les droits humains et la violence contre les femmes. L'ISP, la CSI et d'autres fédérations syndicales mondiales ont uni leurs efforts pour marquer ces 16 jours d'action.

Participez à la campagne en organisant des activités et en envoyant un ruban blanc pour dire NON à la violence contre les femmes. Nous avons créé des rubans blancs électroniques que vous pouvez envoyer par courriel. Ils sont disponibles en anglais, en français et en espagnol et peuvent être téléchargés sur www.world-psi.org/16Days. Veuillez nous envoyer des photos et une description des manifestations organisées par votre syndicat à equality@world-psi.org et nous les afficherons sur le site web de l'ISP. Dans le passé, les affiliés de l'ISP ont organisé les activités suivantes pour marquer les jours d'action : des campagnes nationales du ruban blanc, des actions de persuasion en faveur d'une législation protégeant les femmes contre la violence conjugale, des manifestations et des rassemblements en coopération avec d'autres syndicats et des ONG de femmes ainsi que le lancement de campagnes nationales axées sur la violence contre les femmes sur le lieu de travail pendant ces jours d'action.



En France, l'eau publique coûte 60% de moins que l'eau privée. Pour la deuxième année consécutive, l'Union fédérale des consommateurs (UFC-Que choisir) publie les résultats de son étude sur le prix de l'eau dans les municipalités françaises. Dans le département de l'Île-de-France et les villes de Gennevilliers et Marseille, les opérateurs privés chargés de la distribution de l'eau engrangent de gros bénéfices d'environ 60%. Dans d'autres villes (Annecy, Chambéry, Clermont-Ferrand et Grenoble), où l'eau est gérée par les municipalités, le prix facturé est égal au prix de revient (2,19 euros par mètre cube contre 2,93 euros par mètre cube dans le secteur privé).

Une semaine à peine après la publication du rapport de l'UFC, le maire de Paris, Bertrand Delanoë, a promis de remettre entre les mains du secteur public la chaîne du cycle de l'eau de la capitale, "de la production à la distribution", s'il était réélu en 2008. L'eau de Paris a été

partiellement privatisée en 1985 lorsque Jacques Chirac était le maire de la ville. M. Delanoë a déclaré souhaiter « proposer à tous les Parisiens un dispositif leur garantissant une eau de qualité au meilleur coût et avec un haut niveau de performance quant au service offert ».

Cliquez [ici](#) pour lire l'étude (en anglais) menée par Eshien Chong, Freddy Huet, Stéphane Saussier et Faye Steiner : Public-Private Partnerships and Prices: Evidence from Water Distribution in France (fichier PDF, 153 KB « Les partenariats public-privé et les prix : exemples de la distribution d'eau en France »).

Le gouvernement sud-coréen n'agit pas de bonne foi

Les 15 et 16 novembre, la Confédération coréenne des syndicats a organisé un colloque international à Séoul sur la ratification de deux Conventions fondamentales de l'OIT (87 et 98). Les objectifs du colloque étaient les suivants : analyser les derniers développements en matière de lois du travail et de relations du travail en Corée du Sud, pousser le gouvernement à entamer le processus de ratification des Conventions 87 et 98 de l'OIT, mettre en œuvre les recommandations formulées par le Comité de la liberté syndicale de l'OIT en juin et donner la priorité aux questions relatives au travail au cours de la campagne électorale présidentielle.

Hans Engelbert a participé au colloque au nom de l'ISP. Les rapports des différents syndicats ont fait clairement apparaître que les droits fondamentaux du travail des travailleurs/euses irréguliers et dans les petites et moyennes entreprises sont gravement bafoués. À cause de la législation, de nombreux fonctionnaires ne bénéficient pas de droits syndicaux. Les négociations collectives sont également très restreintes. L'OCDE surveille la situation relative aux droits du travail en Corée depuis 10 ans mais le gouvernement sud-coréen n'a pas agi de bonne foi en rédigeant son rapport pour le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales (ELSA). Pour lire plus à ce sujet, cliquez [ici](#).

Le 23 novembre, l'ISP a appris que même les syndicats légalement enregistrés rencontrent encore des problèmes avec le gouvernement : 15 membres de KGEU ont été arrêtés et deux d'entre eux ont été placés en garde à vue bien que leur syndicat ait suivi le processus d'enregistrement.



Les syndicalistes italiens protestent contre les compressions budgétaires
Le 26 octobre, les travailleurs/euses du secteur public italien ont organisé une grève de huit heures pour protester contre les réductions des dépenses publiques prévues dans le nouveau budget national.

Plus de 100.000 travailleurs/euses ont défilé dans les rues de Rome et près de deux

millions de fonctionnaires ont arrêté de travailler. Des représentants de la FSESP et le nouveau Secrétaire général de l'ISP, Peter Waldorff, ont participé à la manifestation. Le budget, approuvé par le cabinet du Premier ministre Romano Prodi en septembre, réduit l'impôt sur les sociétés et les dépenses pour les services publics d'environ 5 milliards d'euros. Les syndicats craignent que le montant prévu pour honorer les nouveaux contrats de la fonction publique ne soit insuffisant. « La grève d'aujourd'hui est une réponse très vive au gouvernement et à son oubli », a déclaré Paolo Nerozzi du syndicat CGIL, accusant Prodi de manquer aux promesses d'augmentations salariales faites plus tôt dans l'année.

La grève n'a pas entraîné beaucoup d'améliorations. Carlo Podda, le Secrétaire général de FP CGIL, estime que les fonds alloués aux contrats sont insuffisants et que les résultats sont décevants pour les travailleurs/euses précaires. Le syndicat examine la possibilité de lancer de nouvelles initiatives avec les travailleurs de la métallurgie. Dans l'intervalle, trois millions de travailleurs/euses du secteur public italiens sont appelés à voter pour renouveler leurs représentants syndicaux le 19 novembre.



Les syndicalistes français défendent leurs droits
En France, les travailleurs/euses des transports sont en grève pour défendre le régime public des retraites. Le gouvernement de droite tente de supprimer les régimes spéciaux pour certaines catégories de travailleurs/euses et refuse de négocier, déclarant qu'il ne reviendra pas sur sa décision d'obliger tous les travailleurs/euses à payer les mêmes contributions avant de pouvoir toucher leur pension. Les syndicalistes français estiment qu'il s'agit seulement de la première étape d'une série de réformes radicales prévues par le gouvernement Sarkozy. D'autres travailleurs/euses du secteur public feront grève cette semaine pour défendre leur pouvoir d'achat et protester contre les réductions de personnel prévues par le gouvernement. Le 29 novembre, le personnel judiciaire fera également grève pour protester contre la fermeture de plusieurs tribunaux prévue par le gouvernement.



Allemagne : la grève des conducteurs de trains

En Allemagne, 5230 conducteurs et contrôleurs de trains ont participé à la récente grève qui a paralysé les trains de passagers et de fret. Ils n'ont pas eu d'augmentation salariale depuis des années et leur revenu réel a en fait chuté de 10 pour cent au cours des deux dernières années. En parallèle, leur charge de travail a sensiblement augmenté. Les conducteurs revendentiquent des augmentations salariales allant jusqu'à 31% et un contrat séparé des autres cheminots. La Deutsche Bahn a refusé de négocier séparément. Les conducteurs de trains allemands perçoivent un salaire net d'environ €1.500 et les contrôleurs €

1.400, ce qui est nettement inférieur aux salaires de bon nombre de leurs homologues européens.



Les syndicalistes turcs manifestent contre la privatisation

A l'appel de la KESK (Confédération des syndicats des travailleurs de la fonction publique) et de la TMMOB (Union des chambres d'ingénieurs et d'architectes de Turquie), 40.000 personnes ont participé à la manifestation "liberté, démocratie et égalité" organisée le 3 novembre à Ankara, en Turquie. L'affilié de l'ISP SES (Syndicat des travailleurs de la santé et des services sociaux) s'est également associé à la manifestation.

Le gouvernement turc a décidé de modifier la constitution de 1982 et d'en faire une constitution néolibérale limitant les droits fondamentaux des employé-e-s publics. Les conditions de vie des travailleurs/euses du secteur public en Turquie se

détériorent chaque jour car le gouvernement préfère allouer les ressources financières aux dépenses militaires qu'aux services de santé et d'éducation. Les manifestants demandent que l'on mette un terme à la privatisation et exigent une constitution plus démocratique et plus sociale, préservant les droits fondamentaux des travailleurs.

Les



Les syndicats de l'eau et

de l'énergie en Amérique latine se sont réunis à Sao Paolo, Brésil, du 28 au 30 octobre et sont convenus d'une liste d'actions prioritaires pour la région :

Suivi des IFI : L'ISP propose un programme de suivi des institutions financières internationales (IFI) avec les syndicats mondiaux et les ONG de Bankwatch. Elle compte également élaborer un guide pour évaluer les nouvelles pratiques des IFI dans le secteur.

L'externalisation devient un véritable fléau dans les secteurs de l'eau et de l'énergie. Le projet de l'eau dans les Andes a effectué une étude sur l'externalisation dans les cinq pays andéens. L'ISP examine également une proposition établissant des liens avec plusieurs questions abordées par l'OMS et axée sur les conséquences de l'externalisation sur la santé et la sécurité.

Les entreprises multinationales : l'ISP aidera à coordonner les activités menées par des syndicats au Brésil et au Chili dans plusieurs entreprises multinationales, principalement dans le domaine de l'énergie. Il s'agit notamment d'entreprises telles qu'Endesa, Iberdrola, Suez et AES.

Les partenariats public-public (PUP) : l'ISP soutiendra les PUP, notamment ceux qui existent déjà dans la région, et en créera de nouveaux. Les syndicats détermineront les services publics de distribution concernés par la coopération avec l'ISP en matière de PUP et de coopération patronale-syndicale. L'ISP effectuera une étude sur la coopération patronale-syndicale, encouragera le lancement de projets pilotes (des syndicats nordiques ont exprimé un intérêt) et élargira les domaines couverts pour inclure le « contrôle social » des services publics de distribution afin que les groupes de la société civile participent également à la gestion.

La politique de l'énergie : les syndicats de l'ISP élaboreront des positions politiques pour le continent afin de permettre aux affiliés de participer aux réunions d'élaboration des politiques régionales et nationales sous la bannière de l'ISP. Les questions abordées seront notamment les types et les combinaisons de combustibles, les changements climatiques, les tarifs de l'énergie, y compris les tarifs sociaux, les besoins en matière d'investissements etc. Pour plus d'informations,

contactez David.Boys@world-psi.org.

Au revoir Rolv, bienvenue Randi !



Dans le cadre des accords de détachement entre l'ISP et le syndicat norvégien Fagforbundet, opérés depuis plusieurs années, Randi Tevik travaillera au siège de l'ISP à Ferney-Voltaire. Elle remplacera Rolv Hanssen, qui a passé deux ans à l'ISP avant de reprendre son travail en Norvège. Randi travaillera sur les communications, le développement durable et les changements climatiques ainsi que la campagne sur les femmes, l'eau, le travail et le développement durable du 8 au 22 mars, dans le contexte des services publics de qualité. Elle sera également chargée de la liaison entre l'ISP et les syndicats norvégiens. La présence de Randi lors du Congrès mondial de l'ISP a été fortement appréciée par le personnel et les participant-e-s et nous sommes heureux de travailler avec elle.

Yvette Bartolo est la nouvelle Responsable des finances à l'ISP



Yvette Bartolo a commencé à travailler cette semaine en tant que Responsable des finances au siège de l'ISP à Ferney-Voltaire. Elle remplacera Peter Tierney, en congé parental jusqu'en septembre 2008. Yvette a eu une carrière bien remplie dans le secteur privé dans les systèmes de gestion financière et les audits internes, en particulier en Europe centrale et orientale. Elle a récemment décidé qu'elle souhaiterait travailler dans une organisation à but non lucratif œuvrant en faveur du développement. Yvette est de nationalité française, parle anglais et se remet à l'espagnol. Nous lui souhaitons la bienvenue à l'ISP!

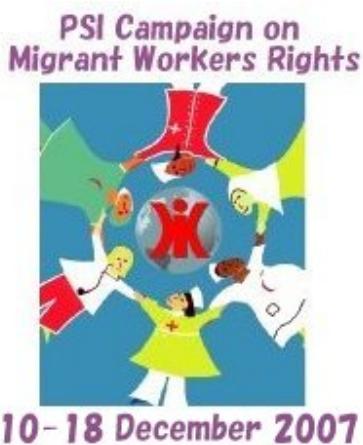
Nombre record de personnes debout contre la pauvreté !



Le record mondial du plus grand nombre de personnes se levant en signe de protestation contre la pauvreté a été atteint le 17 octobre, plus de 38 millions de personnes ayant participé à la manifestation mondiale. Les affiliés de l'ISP de tous les continents ont participé à la campagne. Pour voir les photos des activités en Inde et en Indonésie, consultez

<http://www.flickr.com/photos/15318263@N02/>. Les affiliés de l'ISP à Tonga ont écrit aux écoles et aux églises pour les encourager à participer à la campagne. Ils ont invité les participants de la

réunion des dirigeant-e-s du Forum des îles du Pacifique à s'associer à la manifestation en portant le bandeau blanc. En Norvège, l'ISP était représentée par David Boys et Ntokozo Mbhele, qui ont pris la parole lors d'une conférence contre la pauvreté organisée par le Syndicat norvégien des employés municipaux et généraux. Lisez le rapport détaillé de cette réunion [ici](#).



Campagne de l'ISP en faveur des droits des travailleurs/euses migrants

L'ISP marque la semaine du 10 au 18 décembre, entre la Journée internationale des droits humains et la Journée internationale des migrants, en organisant une campagne en faveur des droits des travailleurs/euses migrants. Cette année, la campagne est orientée vers l'adoption du projet de Code de bonnes pratiques sur le recrutement international des personnels de santé de l'Organisation mondiale de la santé. L'ISP exhorte ses affiliés à soutenir la campagne en faveur des droits des travailleurs/euses migrants en intervenant auprès de leurs gouvernements et en sensibilisant l'opinion publique sur la question des normes internationales pour le recrutement éthique des personnels de la santé. Tous les syndicats du secteur public, en particulier ceux dont les membres travaillent dans le secteur de la santé, sont invités à organiser des activités pour tenter de persuader leurs gouvernements d'élaborer des lignes directrices avant l'Assemblée mondiale de la santé en mai 2008. Pour plus de détails, cliquez [ici](#). Veuillez nous informer de vos activités : contactez rights@world-psi.org.



Journée internationale des personnes handicapées

Cette année, la Journée internationale des personnes handicapées organisée le 3 décembre aura pour thème « un travail décent pour les personnes handicapées ». Cet événement annuel vise à mieux faire comprendre les problèmes liés au handicap et à obtenir du soutien en faveur de la dignité, des droits et du bien-être des personnes handicapées. Il a également pour objectif de montrer les avantages que présente l'intégration des personnes handicapées dans tous les aspects de la vie politique, sociale, économique et culturelle.

La Convention sur les droits des personnes handicapées et son Protocole facultatif ont déjà été signés par 118 pays. La Convention doit permettre aux personnes handicapées de jouir des droits humains au même titre que d'autres personnes. Nous vous prions de vérifier si votre

gouvernement a signé et ratifié la Convention et le Protocole facultatif afin de garantir les droits des personnes handicapées dans le monde entier. Pour de plus amples informations sur la Convention, voir <http://www.un.org/disabilities/index.asp>

Lisez plus sur la journée et sur les activités organisées ici www.world-psi.org/disabled.

Les travailleurs/euses norvégiens s'ouvrent sur le monde

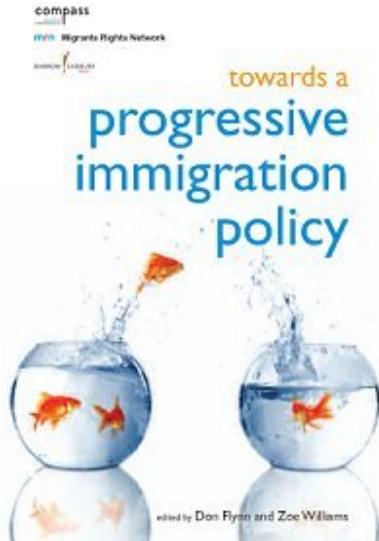
Le Comité sur l'égalité des genres de Fagforbundet (le syndicat norvégien des employés municipaux et généraux) a rendu visite à l'ISP du 29 au 31 octobre. Les membres du comité ont appris qu'au niveau international, les syndicats ont beaucoup de chemin à faire avant que l'égalité et la diversité ne soient placées au centre des préoccupations.

Les pays scandinaves sont très au fait des questions liées à l'équité salariale et à la migration.

Fagforbundet syndicalise les personnels de la santé et a récemment pris des mesures pour renforcer le recrutement des nationaux au lieu de recruter des travailleurs/euses de la santé de l'Europe du Sud et de l'Est. En collaboration avec les autorités, Fagforbundet soutient des programmes visant à ce que les politiques de tous les pays fournissent aux municipalités les ressources nécessaires pour la formation et le recrutement des personnels de la santé, que ce soit en Norvège, au Kenya ou en Pologne.

En Norvège, l'écart salarial entre hommes et femmes est d'environ 12% dans le secteur public et de 17% dans le secteur privé. Bien que la situation ne soit pas idéale, l'écart est minime par rapport au reste du monde. Dans la plupart des pays, l'écart salarial entre hommes et femmes est sensiblement plus élevé, et dans certains pays, les femmes ne sont pas rémunérées du tout.

Le groupe a également visité l'organisation internationale du travail (OIT) à Genève. Il a appris qu'en raison de l'économie mondialisée, il est très difficile de revendiquer le travail décent dans certaines parties du monde. Le groupe a examiné le statut spécifique des femmes, qui restent majoritairement concernées par la pauvreté dans le monde, et a confirmé « qu'il ne peut y avoir de services publics de qualité sans égalité des genres ni d'égalité sans un secteur public solide ».



L'immigration permet de renforcer les services publics

Un nouveau rapport *Towards a Progressive Immigration Policy* (une politique de l'immigration tournée vers l'avenir) soutient que le débat sur l'immigration doit être recadré et inclure les avantages sociaux et économiques qu'entraîne la migration tout en reconnaissant qu'il est de notre responsabilité de protéger les droits des migrants.

D'éminents experts en matière de politiques de l'emploi, du logement, de l'éducation, de la santé et de la cohésion sociale font valoir que l'immigration donne l'occasion d'améliorer les services publics au Royaume-Uni. Leurs conclusions peuvent également s'appliquer à d'autres pays. Le rapport souligne que les ressources et la diversité d'expériences des migrants

peuvent contribuer à rendre les politiques publiques plus modernes, plus réceptives et plus progressistes. Le rapport exhorte les professionnels, les responsables politiques et la population à recadrer le débat sur l'immigration. Il présente des informations et des chiffres précis et explique qu'une politique publique équitable reconnaissant et protégeant les droits humains fondamentaux peut répondre aux besoins de tous les membres d'une communauté. Le rapport présente également des politiques novatrices pour le lieu de travail, le logement, l'éducation et les services de santé. Don Flynn, le directeur du *Migrants Rights Network* (Réseau pour les droits des migrant-e-s) et le co-éditeur du rapport déclare : «Un vrai dialogue sur l'égalité et la justice sociale, appliqué à la politique d'immigration, entraînerait une vision très différente basée sur un échange constructif entre les communautés et le respect des effets positifs de la diversité. Ce pamphlet vise à aborder ces thèmes et il est à espérer qu'il aidera à réorienter les politiques novatrices vers un avenir plus clair, plus optimiste et plus internationaliste ». Pour plus d'informations et pour télécharger le rapport, consultez

<http://www.compassonline.org.uk/article.asp?n=987>

Si vous ne souhaitez plus recevoir Flash ISP par courrier électronique, veuillez répondre à ce courrier en écrivant "unsubscribe" dans votre message. Vous pouvez aussi le distribuer autour de vous, et nous envoyer vos commentaires: communications@world-psi.org.
